



Embargo :00.01

Mardi 29 Septembre 2009-09-25

RECHERCHE CONFIRME ABUS REPANDUS DES ENTREPRISES MINIERES CHINOISES EN RDCONGO – ONG ALERTE DES RISQUES DE REPERCUSSIONS

Un rapport – *Les Entreprises Minières Chinoises au Katanga* –, la première étude de ce genre, publié aujourd’hui, (Mardi 29 Septembre 2009) par Rights and Accountability in Development (RAID), présente un portrait des conditions de travail dans les entreprises chinoises au Katanga, en République Démocratique du Congo (RDC). Plus de 60 des 75 fours et usines de traitement de la province sont des entreprises chinoises ; 90 pour cent des minéraux qui y sont produits dans la région sont exportés en Chine. La recherche de RAID couvre plus de 15 pour cent des entrepreneurs miniers chinois du Katanga.

Les travailleurs congolais ont comparé les entreprises chinoises et celles d’autres pays. Sur les 140 travailleurs ayant participé au sondage seulement une faible minorité a fait des commentaires positifs sur les conditions dans les entreprises chinoises, classées au même niveau que les entreprises congolaises, en bas de la liste. Les conditions dans les entreprises européennes et américaines, en revanche, ont été évaluées bien meilleures. Les résultats témoignent de l’opinion absolument négative sur les entreprises minières chinoises au Katanga :

- elles ignorent les lois congolaises et ne font rien pour protéger l’environnement
- leurs activités ne sont pas transparentes
- leur approche de la sécurité au travail est épouvantable
- elles ne payent pas les congés maladie et ne compensent pas les travailleurs accidentés
- les travailleurs doivent travailler des horaires excessivement longs
- elles dépendent presque absolument des minerais de source illégale et exploitent la misère des artisans mineurs
- elles n’ont aucun engagement pour le développement social

Les Congolais, pour la plupart des ouvriers journaliers, ne peuvent se fier aux tribunaux ou aux autorités et n’ont aucun recours contre ces abus. Selon Patricia Feeney la Directrice exécutive de RAID :

« Le Gouvernement chinois affirme que les entreprises chinoises respectent les lois locales, mais cela n’est que de la simple rhétorique. Malgré les abus répandus, aucune action n’a été prise par les autorités chinoises afin d’améliorer la conduite des entreprises chinoises. La Chine est une des puissances économiques mondiales mais les compagnies chinoises agissent comme des opportunistes. La Chine doit adresser le problème immédiatement. »

La recherche de RAID montre que la politique de la Chine d’ignorer ce genre de problèmes est entrain de se retourner contre elle, et alimente les sentiments antichinois parmi les Congolais. Les cadres chinois interviewés par RAID ont décrits les difficultés qu’ils rencontrent au Katanga :

- ils sont victimes d'attaques par des groupes violents, et sont souvent cambriolés
- ils sont continuellement harassés par des représentants officiels congolais qui leurs extorquent de l'argent au moindre prétexte
- incapable de parler français ou swahili ils sont isolés et dans l'insécurité
- beaucoup de chinois sont employés sur des contrats de 2 ans en RDC sans congé en famille ; nombreux préféreraient partir ou travailler autre part
- ils trouvent que leurs droits humains ne sont pas respectés : l'ambassade de Chine devraient leur procurer plus de soutien

Les cadres chinois trouvent que les expressions d'amitié et de coopération entre les gouvernements de la Chine et de la RDC ne leurs profitent en rien. La chercheuse de RAID Samentha Goethals, explique :

« Les lieux où vivent les travailleurs chinois sont cambriolés régulièrement. Les travailleurs chinois trouvent qu'il est pratiquement impossible de sortir seul, et de plus comme leur passeport est généralement confisqué par leurs managers cela est très risqué. Quand ils ne travaillent pas ils passent le temps cloîtrés dans leur petite cellule au travail ou dans leur propriété gardée. »

La corruption est rampante en RDC et les entreprises chinoises en sont à la fois les bénéficiaires et les victimes. Les compagnies chinoises sont souvent contraintes à payer de larges sommes, illicites, aux représentants officiels, et rien de cela n'est réinvesti pour améliorer les conditions de vie ou l'infrastructure au Katanga.

« Bien que l'influence et les intérêts des grandes entreprises chinoises ne peut -être ignorés, le Gouvernement de la Chine a le devoir de s'assurer que les compagnies chinoises agissent de manière responsable en RDC et en conformité avec les droits humains et standards environnementaux internationaux, » déclare Patricia Feeney.

Fin juillet 2009, une copie du rapport avant publication a été présentée à l'Ambassadeur de la Chine en RDC à Kinshasa. RAID n'a jusqu'ici reçu aucune réponse.

FIN

Copies du rapport complet (en Anglais seulement) et des résumés (Anglais, Français, Chinois) sont disponibles sur le site internet de RAID : www.raid-uk.org

Pour plus d'information, contacter :

Patricia Feeney (Anglais et Français) : T +44 (0) 1865-515-982 , M +44 (0) 7796178447

Samentha Goethals (Français et Anglais) : M +44 (0) 7733362459

Notes aux éditeurs :

1. RAID est une ONG britannique basée à Oxford, établie depuis 2003, l'organisation œuvre pour la promotion de la responsabilité sociale et corporative des entreprises, particulièrement en Afrique.
2. La recherche sur le terrain a été conduite en Aout 2008 avec l'assistance d'ONG partenaires congolaises. La recherche et l'analyse ont continué en 2009 et en Aout 2009 les données du rapport ont été mises à jour.
3. En 2007 RAID a produit un document de recommandations *Advice to Chinese Companies Operating in the Mining Sector in Africa*.
4. Le rapport de RAID *Unanswered questions: Companies, conflict and the Democratic Republic of Congo* publié en 2004, examine les rôles de 44 entreprises des pays de l'OCDE dans les abus des droits de l'homme, la corruption et la continuation du conflit en République Démocratique du Congo (RDC). RAID a initié la campagne internationale pour la révision des contrats miniers en RDC avec son rapport *Contrats Miniers Clés du Katanga : Argument Economique pour la Renégociation* publié en 2007. Suite à un massacre en 2004 dans la petite ville de Kilwa, dans le nord du Katanga, RAID, et des ONG internationales et congolaises partenaires, ont appelé à l'investigation complète et impartiale du rôle de la compagnie Australo-Canadienne, Anvil Mining, dans les événements qui ont conduits à la mort de plus de 70 civils, y compris des femmes et des enfants, aux mains de Forces Armées Congolaises (FARDC).